

PREMIERE PARTIE :
UN ESPACE MONDIALISE
10 heures

Intro T S

Insister sur la logique du programme de TS, focaliser sur la première partie et la notions, idéologique, de mondialisation.

Chapitre I : Les centres d'impulsion et les inégalités de développement (6 h)

I. La Triade

Sur le développement, un lien IN-DIS-PEN-SABLE : <http://www.gapminder.org/>

1. Un monde dominé par une « triade »
Trois régions, trois villes

Fernand Braudel, l'historien, identifiait dans ses travaux sur l'époque moderne, un cœur de l'économie monde, "Venise au XVème siècle, ou Amsterdam au XVIIème, ou Londres au XVIIIème, ou New York aujourd'hui »

Le géographe Olivier Dollfuss propose la notion d'archipel mégapolitain mondial ».

Trois mégapole se partagent le monde en trois zones d'influences. Ces trois ensembles ne sont pas seulement concurrents, ils communiquent et se confortent les uns les autres. C'est un système. Le terme d'archipel implique un isolement de ces centres par rapport à des espaces marginaux, à plusieurs titres.

80% des échanges mondiaux, 90% des sièges sociaux d'entreprises, 90% des flux financiers internationaux... Le monde est dominé par trois pays ou groupes de pays : l'Amérique du Nord (Canada Etats-Unis), l'Europe Occidentale, et le Japon. Ces trois pôles sont eux même

Principales capitalisations boursières

	1999	1998	
Londres	2 500 Md \$	2 200 Md \$	organisés autour de grands centres de décisions qui sont des villes. Essentiellement New York, Londres, et Tokyo, c'est à dire de grandes villes. Certaines places plus secondaires sont localisées dans des villes franchement plus petites (Francfort, Zurich). Les grandes places financières sont en effet au nombre de trois, mais on peut leur rajouter des places locales. Vous pouvez avoir un sujet de géographie urbaine sur une grande ville comme New York et Tokyo qui comporte un chapitre, ou une question sur ce rôle particulier.
New York	2 400 Md \$	2 000 Md \$	
Tokyo	2 100 Md \$	1 100 Md \$	
Boston	1 900 Md \$	1 500 Md \$	
San Francisco	726 Md \$	615 Md \$	
Los Angeles	569 Md \$	436 Md \$	
Paris	458 Md \$	420 Md \$	
Philadelphie	419 Md \$	314 Md \$	
Zurich	414 Md \$	491 Md \$	
Denver	340 Md \$		

Source : Thomson Financial Investor Relations 2000

Tout d'abord, il faut comprendre que trois grandes cités accaparent le premier rang, chacune dans sa sphère d'influence : il s'agit de Londres, pour l'Europe, de New York pour l'Amérique, et de Tokyo pour le Japon. De Chicago à Buenos Aires pour New York, de Paris à Johannesburg pour Londres, de Hong Kong à Melbourne pour Tokyo, chaque grande place financière commande une hiérarchie de places secondaires. Mais au delà des ressemblances entre ces trois places, il y a entre elle un partage des tâches, une spécialisation, qui viennent autant des traditions que du dynamisme actuel.

Capitalisation boursière	
Md \$	1997
Etats-Unis	7 700
Japon	2 600
Royaume-Uni	1 600

Pour le marché des changes, il y a un échange constant de devises à travers le monde, il est estimé à 1500 Md \$ par jour en 1998.

Rapport capitalisation boursière/P.I.B. en 1997	
Hong Kong	221 %
Royaume-Uni	154 %
Suisse	150 %
Etats-Unis, Suède	101 %
France	41 %
Allemagne	31 %

Londres est la plus internationale des places financières du monde, la plus complète et la plus ancienne. Nombre d'opérations d'envergure internationale s'y réalisent : marché des changes, de l'assurance, de l'affrètement, fixation des cours mondiaux des métaux non ferreux, sans oublier la bourse. Cette prééminence durable témoigne d'une grande adaptabilité

et d'une excellente localisation **géographique**.

- **Pour le volume des transactions, New York** est aujourd'hui le premier centre financier mondial. Situé à Wall Street, la bourse New Yorkaise concentre la moitié de la capitalisation boursière mondiale. Toutes les principales banques d'affaires mondiales sont présentes. Le secteur financier emploie 300 000 personnes dans la ville.

- **Troisième place mondiale, Tokyo** doit son rang à l'économie longtemps florissante du Japon. Moins diversifiées qu'à Londres et qu'à New York, les activités sont avant tout au service du marché intérieur et subordonnées à la tutelle de la banque du Japon et du ministère des finances.

- **Les autres places** ont un rayonnement moindre. Francfort et Zurich s'appuient sur la solidité des monnaies nationales et nombre de banques respectables. Luxembourg est un paradis fiscal et une tête de pont de l'internationalisation des banques allemandes. Singapour et HongKong fondent leur essor sur leur réussite industrielle.

<http://marienaudon.free.fr/Triangle3.html>

2. L'intensité des réseaux d'échanges

Echanges de marchandises, de personnes, de biens informels.

Marchandises

Aujourd'hui, entre 1/4 et 1/3 des marchandises produites dans le monde sont échangées (28 % ?) contre 1/6 au début des années 1970.

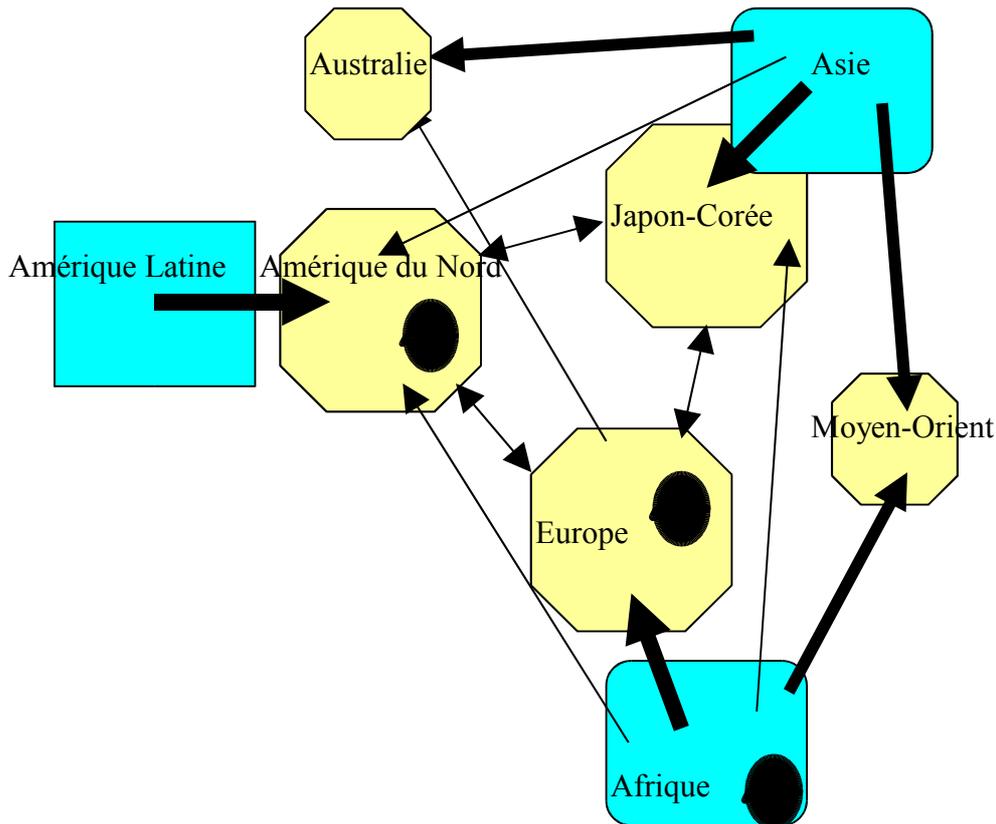
En valeur, les échanges de biens manufacturés représentent les 3/4 . En particulier les machines, les engins de transport (automobile...). Les échanges de matières premières ne représentent « que » 1/4 en valeur, mais beaucoup plus en tonnage, et se font sur de très longue distances (pétrole, charbon, céréales...). Ce sont aussi les marchés les plus spéculatifs, avec les « achats à terme » par exemple, et la spéculation menée dans les bourses de matières premières (à Chicago, Londres, par exemple)

L'abaissement des droits de douanes depuis la fin de la seconde guerre mondiale a joué un rôle (de

près de 40 % en 1945, ces droits sont tombés en moyenne à moins de 3% aujourd'hui ; autant dire qu'ils sont devenus presque marginaux.
Insister sur le rôle du GATT (1945-2003) puis de l'OMC (WTO en anglais) dans l'abaissement de ces taxes.

Personnes

600 millions de touristes par an, 150 millions de migrants, 30 millions de réfugiés



Exemple des Philippines : <http://www.ens-lsh.fr/geoconfluence/doc/breves/2004/4.htm>

Débutée vers 1975 sous la dictature du général Marcos et systématiquement encadrée et encouragée par l'Etat, l'émigration philippine concerne aujourd'hui 800 000 personnes par an (sur une population de 85 millions). C'est donc le taux énorme de 1% de la population qui émigre chaque année. Sur ces 800 000, 200 000 (« sea-based ») s'engagent sur les navires du monde entier, dont ils constituent la nation de loin la plus nombreuse. Les Philippines y occupent tous les postes à bas salaires, depuis la salle des machines jusqu'aux cuisines. Les 600 000 autres (« land-based ») émigrent vers le monde entier. Cette seconde émigration est à 60 % féminine (femmes de ménage...) et concerne tous les pays d'immigration du monde, mais surtout les monarchies pétrolières du Golfe.

Majoritairement peu qualifiés, les travailleurs philippins commencent à comprendre un pourcentage plus important de qualifiés : infirmières, par exemple, enseignants ou ingénieurs.

Au total, c'est aujourd'hui 10 % de la population philippine (mais près de 20 % de la population active !) qui a émigré. Ils renvoient au pays plus de 10 Md \$ par an.

Biens informels

TOP 20 COUNTRIES WITH HIGHEST NUMBER OF INTERNET USERS						
#	Country or Region	Internet Users, Latest Data	Population (2005 Est.)	Internet Penetration	Source and Date of Latest Data	% Users of World
1	United States	202,888,307	296,208,476	68.5 %	Nielsen//NR June/05	21.6 %
2	China	103,000,000	1,282,198,289	7.9 %	CNNIC June/05	11.0 %
3	Japan	78,050,000	128,137,485	60.9 %	C+I+A Mar./05	8.3 %
4	Germany	47,127,725	82,726,188	57.0 %	Nielsen//NR June/05	5.0 %
5	India	39,200,000	1,094,870,677	3.6 %	C.I.Almanac Mar./05	4.2 %
6	United Kingdom	35,807,929	59,889,407	59.8 %	Nielsen//NR June/05	3.8 %
7	Korea (South)	31,600,000	49,929,293	63.3 %	KRNIC Dec./04	3.4 %
8	Italy	28,610,000	58,608,565	48.8 %	C.I.Almanac Dec./03	3.0 %
9	France	25,614,899	60,619,718	42.3 %	Nielsen//NR June/05	2.7 %
10	Brazil	22,320,000	181,823,645	12.3 %	C+I+A Mar./05	2.4 %
11	Russia	22,300,000	144,003,901	15.5 %	C.I.Almanac Mar./05	2.4 %
12	Canada	20,450,000	32,050,369	63.8 %	C.I.Almanac Dec./03	2.2 %
13	Spain	15,565,138	43,435,136	35.8 %	Nielsen//NR June/05	1.7 %
14	Indonesia	15,300,000	219,307,147	7.0 %	C.I.Almanac Mar./05	1.6 %
15	Mexico	14,901,687	103,872,328	14.3 %	AMICI Aug./04	1.6 %
16	Taiwan	13,800,000	22,794,795	60.5 %	C+I+A Mar./05	1.5 %
17	Australia	13,784,966	20,507,264	67.2 %	Nielsen//NR June/05	1.5 %
18	Netherlands	10,806,328	16,316,019	66.2 %	Nielsen//NR June/04	1.2 %
19	Poland	10,600,000	38,133,891	27.8 %	C-I-A Feb./05	1.1 %
20	Malaysia	9,513,100	26,500,699	37.9 %	C+I+A Mar./05	1.1 %
TOP 20 Countries		761,766,979	3,975,852,010	19.2 %	IWS - June/05	81.2 %
Rest of the World		176,943,950	2,444,250,712	7.2 %	IWS - June/05	18.8 %
Total World - Users		938,710,929	6,420,102,722	14.6 %	IWS - June/05	100.0 %

<http://www.internetworldstats.com/top20.htm>

3. Des marges en développement ?

Introduction rapide de la notion (datée) de « Tiers-monde » inventée par Alfred Sauvy.¹

Riches et pauvres : le critère controversé du PNB/hab.)

En 1999, le RNB/hab². allait de 100 \$ EN Ethiopie à 42 930 \$ au Luxembourg, soit un rapport de 1 à 429.

RNB/Hab 03(\$)	Luxembourg	RD Congo	Rapport
Luxembourg	55100	600	92
en parité de pouvoir d'achat (source CIA factbook 2004)			

Il est vrai que ce critère de RNB/hab.

n'est pas fiable, pour tout un ensemble de raisons :

Il ne tient pas compte des différences de pouvoir d'achat. Si on en tient compte, le RNB/hab. de l'Ethiopie passe à plus de 550, et celui du Luxembourg à 25 000 soit une différence déjà considérable de 1 à 45 ! Il n'en reste pas moins que 1,3 Md de personnes en 1999 vivent avec moins de 1 \$ par jour et que 840 millions ont faim. A l'opposé, les trois personnes les plus riches du

¹ « Car enfin ce Tiers-Monde ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers Etat, veut lui aussi être quelque chose »
L'Observateur, 14 août 1952

² RNB : Revenu national brut

monde possèdent une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres.

La progression du degré de développement en fonction du seul PNB (ou P.I.B.) par habitant n'est pas linéaire :

Temps de travail nécessaire pour acheter (en minutes) :

Ville	1 « Big Mac »	1 kg de pain	1 kr de riz
Nairobi	178'	64'	109'
Shanghai	55'	103'	47'
Milan	21'	22'	22'
Moscou	74'	25'	152'
New York	12'	15'	9'

Il y a plus de différence de développement entre deux pays à 200 et 1200 \$/hab. qu'entre deux pays à 35 000 et 36 000 \$/hab.!

Source : Union des Banques Suisses

La banque mondiale sépare les pays en 3 groupes : une trentaine de pays à revenus élevés, environ 70 pays à revenus intermédiaires, et une quarantaine de pays à faible revenu. Là, le rapport entre la moyenne des pays à faible revenu et la moyenne des pays à revenu élevé est de 1 à 60 !

En 1998, environ 1,2 Md de personnes vivaient avec moins d'un US\$ par jour, dont environ la moitié de la population africaine.³

La Banque mondiale a inauguré en 1995 un nouveau classement, qui prend en compte le **capital naturel** : terre, eau, forêts et ressources du sous-sol (pétrole, or, fer...), les **biens produits**, les **infrastructures** (routes, chemins de fer, systèmes d'adduction d'eau), les **entreprises**, et enfin les **ressources humaines** (éducation, nutrition, santé). D'après ce classement, l'Australie est en tête devant le Canada (835 000 \$/hab.), la France est 13ème (413 000 \$) derrière les Etats-Unis (12ème), elle précède l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne... La Russie est 55ème. Huit des dix pays les plus pauvres, selon ce classement sont africains. Le dernier est l'Ethiopie (1400\$/hab).

Le critère démographique'

L'inégal achèvement de la Transition démographique

Rappel du cours de seconde, qui doit être assimilé

Les pays développés, et certains PVD, ont achevé leur transition démographique. Leur taux de fécondité est faible, souvent moins de 2 enfants par femme. Le renouvellement des générations n'est donc pas assuré.

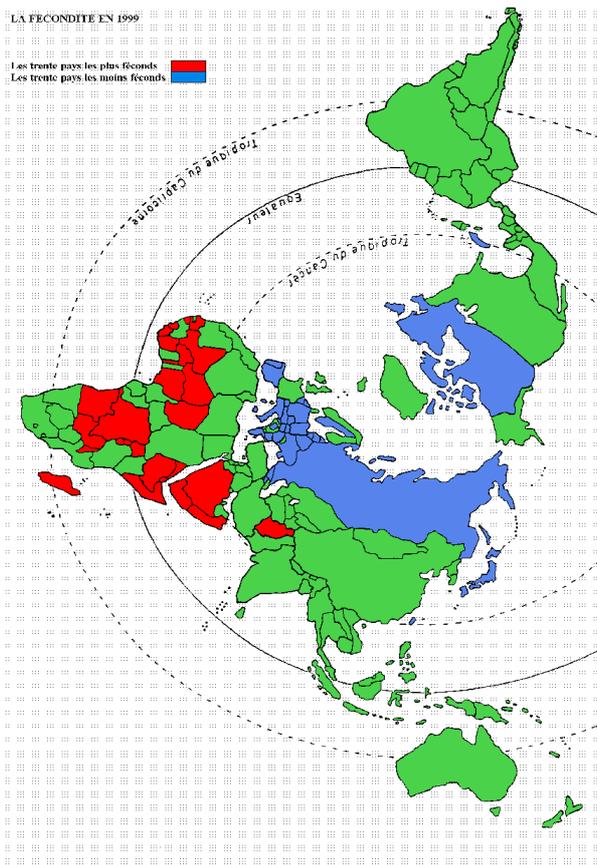
Certains pays du Tiers-Monde sont dans la deuxième phase de cette transition démographique. Le taux de mortalité est faible, souvent depuis longtemps. Le taux de fécondité a commencé à chuter fortement, et est désormais passé sous les 3,5 enfants par femme : 2,5 en Turquie, 2,6 en Indonésie, 3,2 en Inde, 2,1 en Tunisie...

Démographie mondiale : quelques chiffres

°/°°	2002
Natalité mondiale	
Mortalité mondiale	
Natalité Mali	49
Natalité Ukraine	7,7
Mortalité Zambie	19
Mortalité Costa Rica	4
Naissances/jour	
Décès/jour	
<i>Dont : Tabac</i>	
<i>Dont : Sida</i>	

³ Source Banque Mondiale in *Le Monde économie* du 19/9/2000

⁴ Pages 44-45



D'autres pays sont dans la première phase : le taux de mortalité est descendu, mais la natalité et la fécondité restent fortes, même si elles baissent : 6,9 au Congo, 5,2 au Sénégal, 4,2 au Paraguay, 4,8 au Pakistan.

Les pays du Tiers-Monde ont donc en général une population dont la croissance est forte, voire très forte. Une population jeune, dont l'âge médian est souvent inférieur ou proche de 20 ans.

Toutefois, toutes les études récentes⁵ montrent que la fécondité baisse beaucoup plus vite que ce qui était prévu. Les raisons en sont diverses. L'une d'elle est cette accélération du phénomène de la transition démographique, que l'on avait déjà notée entre l'Europe et l'Asie, et qui se poursuit avec l'Afrique. Il semble aussi que les modèles démographiques diffusés par la civilisation occidentale sont plus suivis encore que ce que l'on pensait. L'explosion urbaine et les problèmes de logement, la diffusion de divers moyens de contraceptions : stérilet, préservatifs notamment, les campagnes de limitation des naissances ont eu une efficacité certaine. L'explosion démographique annoncée pour le siècle prochain n'aura donc pas lieu,

même si la maîtrise d'une population jeune et prolifique reste dans bien des endroits un enjeu majeur.

La qualité de vie : les critères qualitatifs

L'Indice de développement humain

D'autres critères peuvent être utilisés pour estimer la qualité de vie d'un pays : l'espérance de vie à la naissance, ou encore le taux de mortalité infantile. Celui-ci est très intéressant : facile à calculer (hélas) il est un indicateur très synthétique à la fois du degré d'encadrement médical d'un pays, et du niveau d'hygiène de la population. Il est en moyenne de 90‰ en Afrique et de 6‰ en Europe occidentale.

5 Exemple : Youssef COURBAGE : *Nouveaux horizons démographiques en Méditerranée* Travaux et documents, INED Paris 1999, selon lui, la population de l'Algérie sera de 42 millions en 2025, contre les 47 millions précédemment prévus (et 92 millions au lieu de 128 millions pour l'Iran !). Et encore ces prévisions n'envisagent pas une baisse de la fécondité en dessous de 2,1 !

Voir aussi Population et Sociétés N°358 de juillet-août 2000 et [site INED](http://www.ined.fr)

Comparaison des critères du P.N.B./hab. et de l'I.D.H.

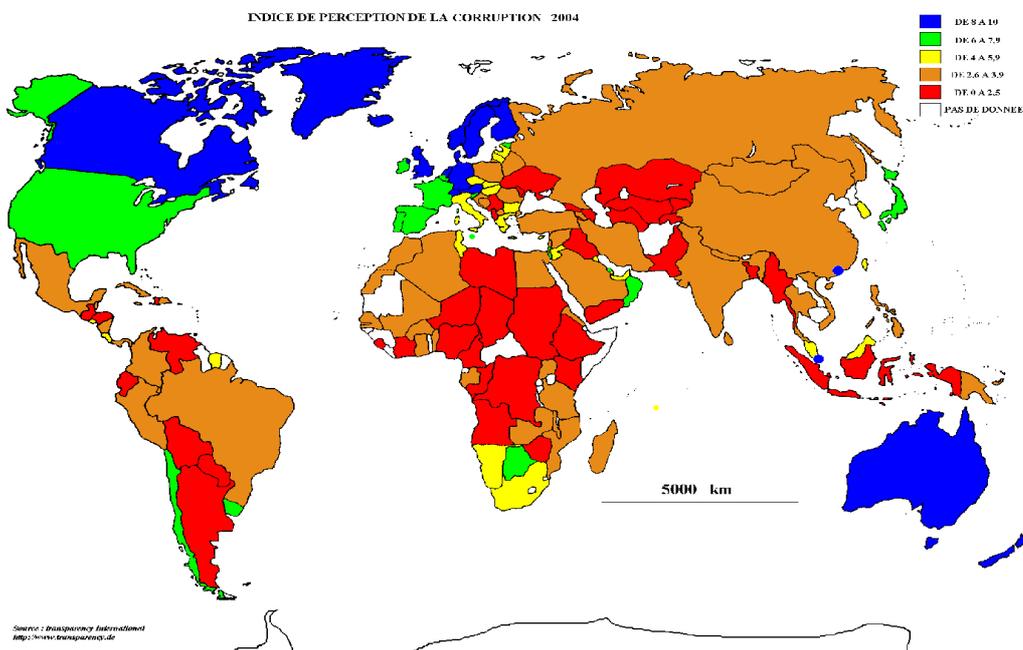
Pays	R.N.B./hab . 2001	Rang	I.D.H.2001	Rang
Norvège	35630	3	0,944	1
Etats-Unis	34280	5	0,937	7
Japon	35610	4	0,935	9
France	22730	17	0,925	17
Suisse	38330	2	0,932	10
Luxembourg	39840	1	0,930	15
Indice de crédibilité 2000			Classement sur 102 pays en 2002	
OCDE	1	1	Finlande	30
ASE et AS	0,85	5	Singapour	63
Moyen Orient et AF Nord	0,8	16	Etats-Unis	65
PECO	0,75	25	France	73
Amérique Latine	0,7	45	Brésil	83
Afrique subsaharienne	0,65	59	Chine	118
CEI	0,6	71	Russie	175
		102	Bangladesh	me nombre de pays 2004

L'I.D.H.

La corruption

En 1996, une enquête de l'université d'Harvard a montré que pour les élites des PVD, le principal frein au développement était la corruption, avant l'insuffisance des infrastructures, l'inefficacité des entreprises, et l'instabilité des gouvernements.

Source : [Transparency international](http://www.transparency.org) :



4. Des « Suds »⁶

La limite Nord-Sud

La limite entre le Nord et le Sud n'est pas fixe. Il y a des déclassements et des reclassements.

On peut et on doit raisonner à plusieurs échelles. A l'échelle mondiale, on voit une certaine

Un Exemple de la difficulté à tracer la limite Nord-Sud : la comparaison Turquie – Russie :

Comparaison Russie - Turquie			
2002-2005	Turquie	Russie	
Population 05	71200000	145500000	
Fécondité	2,5	1,3	
Espérance de vie	71 ♀ 66 ♂	72 ♀ 59 ♂	
RNB/hab. PPA	2490 \$	2130 \$	
2002			
idh	88ème	57ème	
Croiss. Ann.			
2001/2002	6,10%	4,80%	

Source : *Images économiques du Monde 2002 et 2005*

réduction des inégalités entre les continents ou les grandes régions. En revanche, certains pays, et certaines régions ont des évolutions tellement divergentes qu'à une autre échelle, plus locale, on voit souvent se creuser les inégalités.

On peut faire une typologie :

Les N.P.I. d'A.S.E. Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie du sud-est. Ce sont les "4 dragons", pays qui sont passés récemment dans le clan des P.D.E.M.

Au sud :

Les autres N.P.I. Ce sont les "tigres" ou "petits dragons" ou "nouveaux dragons", et surtout la Chine. Ce sont aussi les N.P.I. d'Amérique latine, Mexique, Brésil, Argentine, Uruguay, Chili, qui sont assez proche par certains aspects des pays développés.

Les pays rentiers, en particulier les exportateurs de pétrole

Les pays en développement dit intermédiaires, catégorie fourre-tout qui permet de classer les pays qui ne cadrent pas avec les catégories précédentes.

Les P.M.A.⁸ Pays les Moins Avancés, les P.M.A. sont des pays où le PNB/hab. est inférieur à 300 \$; où la part de l'industrie dans le P.I.B. est inférieure à 10% ; où le taux d'analphabétisme des adultes est supérieur à 80 %. On y trouve des pays d'Afrique subsaharienne, des pays d'Asie du sud et des pays du pacifique (Samoa). La situation s'y dégrade : entre 1960 et 1992, le revenu des mozambicains et des Centrafricain a été divisé par 3. En 1994, sur 48 P.M.A., on comptait 30 pays d'Afrique.

Par ailleurs, le poids de ces pays n'a cessé de décroître : 0,6% du commerce mondial en 1980, 0,3% en 1995.

Il peut être utile de distinguer sur un planisphère les Etats du sud qui sont des grandes puissances régionales (Mexique, Afrique du Sud, Turquie...) et/ou des superpuissances potentielles (Brésil, Inde, Chine).

II. La mondialisation en questions.

Une bonne source, un dossier de l'Express :

<http://www.lexpress.fr/info/economie/dossier/mondialisation/dossier.asp?id=500736>

Voir le remarquable entretien introductif avec Daniel Cohen.

1. Les termes du débat

Aujourd'hui, 15 ans après la chute du mur de Berlin, et ce que F. Fukuyama estimait être « la fin de l'Histoire », c'est à dire la fin de la confrontation entre libéralisme et communisme, il existe une nouvelle confrontation idéologique, notamment à propos de la mondialisation.

La « mondialisation heureuse » (A. Minc) ou « l'horreur économique » (V. Forrester) ?

En gros, d'un côté nous avons les tenants du libéralisme économique, très écoutés aujourd'hui à

7 Typologie : répartition entre plusieurs types

8 Pays les Moins Avancés, dénomination adoptée en 1964 par la C.N.U.C.E.D.

Washington, et qui voient dans la mondialisation un mécanisme sain de développement économique, selon les lois « naturelles » du marché. Ils sont le plus souvent hostiles à toute forme de contrôle des mécanismes de la mondialisation.

De l'autre côté, des opposants, qui se sont définis d'abord comme antimondialistes, avant d'adopter le terme plus consensuel d'altermondialistes. Nous allons examiner ici très rapidement les thèses en présence, avant de nous intéresser à deux aspects controversés de la mondialisation : le développement, et l'environnement.

Le credo de la « Pensée unique »

Quelques « think-tanks »
La Hoover Institution (17 M\$
budget annuel)
<http://www.hoover.stanford.edu/>
l'American enterprise institute
<http://www.aei.org/> (13 M\$)
Heritage foundation
<http://www.heritage.org/> (25 M\$)
Libres (site français)
<http://www.libres.org/>

Le discours libéral qualifié par ses adversaires de « pensée unique » est un discours soigneusement élaboré par des dizaines de « think-tanks » anglo saxons, et particulièrement états-uniens. Dotés de moyens considérables, possédant pignon sur rue au cœur des plus prestigieuses universités. Bénéficiant de la collaboration de centaines de scientifiques de renoms et de l'écoute attentive d'une élite anglo-saxonne ayant partagé la même formation, ces officines produisent annuellement des milliers de documents : ouvrages de fonds, articles, dépêches... Elles influencent donc considérablement l'opinion publique américaine d'abord, mondiale ensuite.

On appelle parfois ces penseurs les néo-libéraux. (à ne pas confondre, en fait, avec les néo-conservateurs...). Ils s'inspirent en effet des fondements de la pensée libérale du XVIIIème et du XIXème siècles. Le marché est pour eux l'arbitre de toutes choses. L'Etat doit jouer un rôle extrêmement limité. Les taxes, impôts, les salaires minimums, sont perçus comme des entraves. L'idée forte est surtout que l'économie obéit à des « lois naturelles » qu'il serait vain de contrecarrer. Les tenants de la mondialisation ont leur « grand-messes » : le rendez-vous annuel de Davos, en Suisse, et les sommets du « G8 ».

La vulgate altermondialiste

Les anti, ou alter-mondialistes sont beaucoup plus divers. C'est une nébuleuse, qui puise à la fois dans le matériau idéologique de la gauche, de l'extrême gauche, de l'écologisme, mais aussi de l'extrême droite ou du fondamentalisme religieux.

Il est donc difficile de faire le tour des options idéologiques des altermondialistes. Mais allons-y :

- Une lecture souvent néo marxiste de la mondialisation, vue comme avatar moderne de la lutte des classes, les nantis du Nord opprimant le prolétariat du Sud. A la division du travail a succédé la « division internationale du travail ».
- Une posture romantique, une rhétorique volontiers révolutionnaire, des références à des « figures » disparues : Emiliano Zapatta, Ernesto « che » Guevara... et à des héros contemporains (le « sous-commandant » Marcos, José Bové).
- Proclamation de la possibilité d'un « autre » monde, un peu dans la lignée des professions de foi idéalistes de mai 1968, malgré l'échec historique des alternatives à l'économie de marché.
- Une dimension culturelle (défense des cultures locales contre l'américanisation, lutte contre la « malbouffe »...)
- Une tendance à la dramatisation et à la diabolisation de l'adversaire (c'est net dans la lutte contre les OGM). La mondialisation est perçue comme « mauvaise ».

Ce serait une insulte de penser que tous les théoriciens de l'altermondialisme ont une vision aussi manichéenne et naïve, mais il n'en reste pas moins que c'est comme cela que le message se diffuse dans le grand public, en particulier en Europe continentale, et particulièrement dans les copies de terminale.

Il y a également un anti et/ou alter-mondialisme d'extrême droite : ultra nationalisme, fondamentalisme religieux, et à l'extrême, terrorisme.

Il est très significatif de voir les liens existant entre le fondamentalisme religieux et certains mouvements altermondialistes, comme le montre les contacts entre l'organisation ATTAC et Tariq Ramadan.

2. L'enjeu du développement

« L'Occident n'a pas besoin du tiers-monde [...]ce qui est une mauvaise nouvelle pour le tiers-monde ». (Paul BAIROCH)

Il est naïf de penser que la richesse de l'Occident repose sur la pauvreté du Sud. Il n'en reste pas moins que si certains pays du Sud connaissent un réel développement, d'autres s'enfoncent et continuent de s'appauvrir. Il est nécessaire de s'interroger sur les conditions qui permettent le décollage économique :

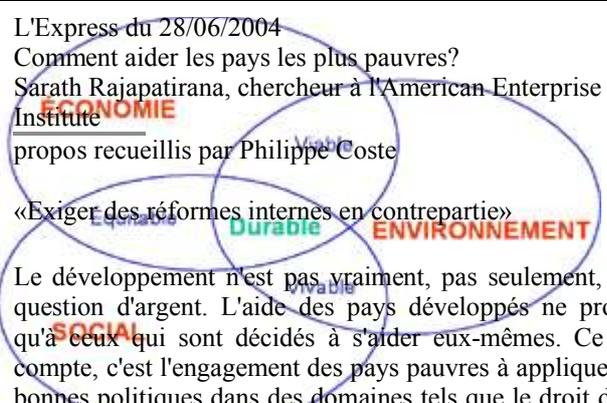
- Des institutions qui fonctionnent. Le non fonctionnement des institutions (justice, police...), la « mal gouvernances » sont des freins énormes au développement.
- Du capital. Celui-ci peut venir d'investissements capitalistes (« better trade than aid » disent les libéraux anglo-saxons), d'aides publiques (pas toujours désintéressée) ou privée, ou mieux, de l'épargne locale (très importante en Asie, par exemple).
- De l'éducation. C'est une condition essentielle. C'est vrai en particulier de l'éducation des filles.

Depuis 1987, et 1992 avec le sommet de la terre à Rio est apparu le concept de développement durable.

L'Express du 28/06/2004
Comment aider les pays les plus pauvres?
Sarath Rajapatirana, chercheur à l'American Enterprise
Institute
propos recueillis par Philippe Coste

«Exiger des réformes internes en contrepartie»

Le développement n'est pas vraiment, pas seulement, une question d'argent. L'aide des pays développés ne profite qu'à ceux qui sont décidés à s'aider eux-mêmes. Ce qui compte, c'est l'engagement des pays pauvres à appliquer de bonnes politiques dans des domaines tels que le droit de propriété, la libéralisation du commerce, la stabilité économique et sociale. Car l'argent est là. Il existe déjà, soit sous la forme d'aides publiques et internationales, soit - et c'est le cas d'une part importante de l'assistance des Etats-Unis - sous la forme de dons privés émanant de fondations ou d'organisations non gouvernementales. Ajouter de l'argent, augmenter ces fonds d'une manière ou d'une autre, qu'il s'agisse d'une taxe internationale ou de tout autre système, ne répondrait pas à la question fondamentale: qui distribue cette aide et, surtout, selon quels critères? L'augmenter sans exiger en contrepartie des réformes macroéconomiques et politiques internes aux pays bénéficiaires revient à cautionner le statu quo de la mauvaise gouvernance. Ce n'est pas le bon message à envoyer.



Pris dans :

http://www.otua.org/expert_developpement_2.htm

Définition : « Développement qui répond aux besoins des générations actuelles sans compromettre ceux des générations futures » - Définition donnée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, appelée Commission Brundtland.

Le développement durable en quelques dates

1972 , à Stockholm : pour la première fois les Nations Unies se réunissent pour évoquer l'impact environnemental de la forte industrialisation des pays développés sur l'équilibre planétaire. Cette conférence donne naissance à l'UNEP (United Nations Environment Programm).

1987 : le terme « Développement durable » apparaît de manière officielle, dans le rapport « Our common future » du premier ministre norvégien, madame Gro Harlem Brundtland. La fracture économique et sociale entre les pays développés et le Tiers Monde est montrée du doigt et s'ajoute aux préoccupations exclusivement environnementales des Nations Unies.

1992 : "Sommet de la Terre" à Rio de Janeiro.

Pour la première fois, se réunissent des instances nationales (164 nations et plus de 100 chefs d'état !) sur ce thème du développement durable. Chaque pays rédige un Agenda 21 (ou comment améliorer l'équilibre de la planète dans les 10 ans qui viennent, pour que le 21 ème siècle soit le siècle du développement durable). Pour la première fois, le débat politique quitte les sphères gouvernementales pour alerter et mobiliser l'opinion publique : chacun a désormais son rôle à jouer pour un meilleur développement de l'humanité. « *Think Global, Act Local* » (Penser au niveau Global, Agir au niveau Local) est devenu le nouveau leitmotiv depuis les années 90.

Pour en savoir plus :

<http://www.environnement.gouv.fr/>

-> dossier thématique « développement durable »

3. Les problèmes de l'environnement

Les problèmes liés à l'environnement s'aggravent et se mondialisent, notamment au fur et à mesure que le développement gagne le Sud. La pénurie d'eau, les émissions de gaz à effet de serre, les phénomènes climatiques (El Nino, réchauffement du climat).

A Rio en 1992 et surtout à Kyoto en 1996 les Etats ont discuté de ces problèmes, des décisions ont même été prises, mais sans instrument de contrainte. Les Etats-Unis par exemple refusent de ratifier le « protocole de Kyoto » sur les gaz à effet de serre. Les pays du Sud comme la Chine le refusent également, voyant dans Kyoto un outil des pays développés pour retarder l'apparition de concurrents du Sud.

En fait, l'Etat reste le principal niveau de décision, plus que les organisations internationales (OMC...) qui sont souvent la cible des altermondialistes (qui se trompent peut-être d'adversaire). Les organisations régionales (Mercosur, Alena, Union Européenne) sont également un échelon de décision de plus en plus important (surtout cette dernière.)

En conclusion, ce n'est peut-être pas le phénomène de la mondialisation, de toute façon inéluctable, qu'il faut remettre en cause, mais l'absence de gouvernance mondiale.

